

Pau, le 22 mars 2023

ARRETE N° AP-2023-0119

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.412-26 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 31 décembre 1979 réglementant l'interdiction de tourner à gauche pour les véhicules circulant sur la rue Sergent Bernès Cambot débouchant sur le boulevard d'Alsace Lorraine sauf autobus de la Société des Transports de l'Agglomération Paloise ;
Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;
Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des véhicules de la rue du Sergent Bernès Cambot ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les conducteurs des véhicules circulant rue du Sergent Bernès Cambot, ont l'interdiction de tourner à gauche pour emprunter le boulevard d'Alsace Lorraine.

ARTICLE 2 – Par dérogation à l'article 1^{er}, les bus du réseau Idélis circulant rue du Sergent Bernès Cambot sont autorisés à tourner à gauche pour emprunter le boulevard d'Alsace Lorraine.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaires par les services techniques municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

30 MARS 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire